



RES PUBLICA

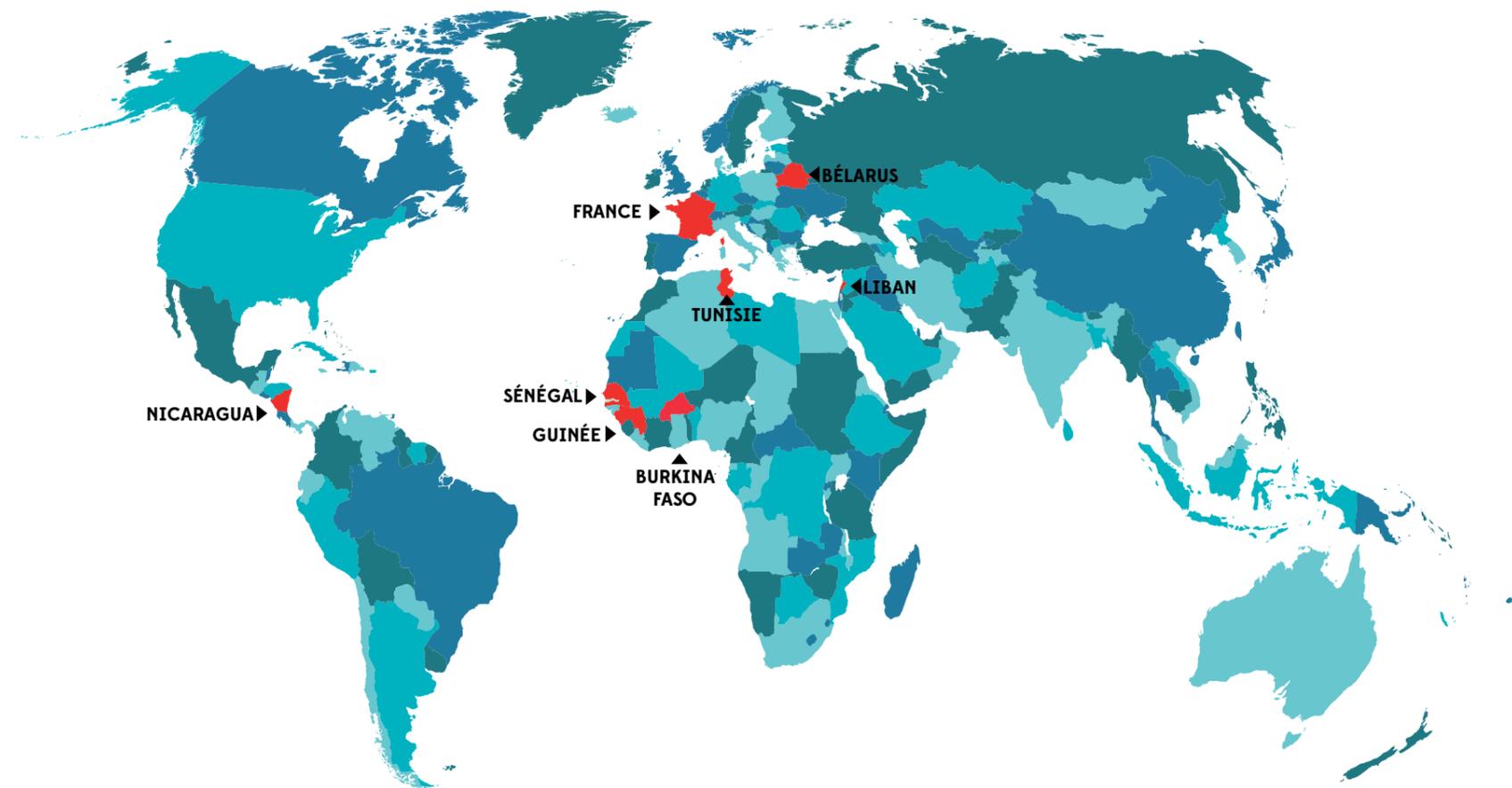
Progrès Social et Développement



RAPPORT D'ACTIVITÉS

2013 - 2014

MAPPEMONDE DE NOS IMPLANTATIONS



SOMMAIRE

ASSOCIATION	p. 4	GUINÉE	P. 34
BURKINA FASO	P. 6	NICARAGUA	P. 36
ÉDUCATION	P. 12	FRANCE	P. 38
AGRICULTURE	P. 20	FINANCES	P. 42
SANTÉ	P. 26	PARTENAIRES.....	P. 43
CULTURE	P. 32		

MOT DE LA PRÉSIDENTE *Françoise PERRIN*



Comme son nom l'indique, **Res Publica s'est donnée pour leitmotiv de contribuer à la défense et à la promotion de l'intérêt général.**

Que ce soit en France ou à l'étranger, jamais cette mission n'a été aussi chargée de sens.

Au moment où la France et l'Europe traversent une période d'incertitude sur leur avenir, **l'Afrique subsaharienne tarde à prendre le chemin d'un développement stable et bénéfique pour ses populations.** Le dernier rapport de juillet 2014 sur les objectifs du millénaire indiquait clairement que les engagements de l'Afrique ne seraient pas remplis à la date butoir de 2015, dans les domaines de l'extrême pauvreté, du logement et de la faim. Autre point noir en ces temps de rigueur, l'ensemble des financements en direction du monde associatif et des ONG de solidarité tend à baisser de manière significative. Dans ces conditions, **le modèle économique de nombreuses structures sera bientôt remis en cause, ce qui affaiblira plus encore l'aide aux populations les plus vulnérables.**

Forte de sa stabilité et de son autonomie financière, grâce aux fonds privés dont nous l'avons dotée, Res Publica affiche une fidélité certaine envers ses partenaires historiques et développe des axes nouveaux pour faire entendre sa liberté de ton et d'action.

En France par exemple, comme elle avait commencé à le faire en soutenant l'association Autisme France, Res Publica s'est investie avec l'Association des Paralysés de France et le Collectif « Et alors » pour faire du handicap un thème fort. D'autres thématiques, comme le droit au logement ou la solidarité locale devraient être prises en compte de façon prioritaire dans notre pays. Res Publica s'impliquera et contribuera à son échelle à la résolution de ces problèmes sociétaux.

Au Burkina Faso, nos efforts restent soutenus. Les équipes locales de notre ONG continuent un travail de fond aux côtés des populations, des collectivités et des services déconcentrés de l'Etat dans les domaines de l'éducation, de la sécurité alimentaire et de la santé.

Ce rapport d'activités est aussi pour moi l'occasion de vous présenter le nouveau visage de Res Publica. Un logo rajeuni et plus dynamique afin de mieux communiquer à travers les réseaux et les médias. Mais aussi un nouveau site Internet plus esthétique et plus en phase avec notre identité et notre volonté internationale. Nous espérons que cette sélection d'articles réalisés en interne mais aussi par de nombreux partenaires que nous avons souhaité mettre en avant, vous permettra de vous familiariser avec l'étendue et la diversité de nos interventions.

Françoise PERRIN



2 802 818€
Budget 2013

16
Collaborateur au Burkina Faso

3
Collaborateur en France

23
Partenaires soutenus en 2013

MOT DU COORDONATEUR NATIONAL *Basile DARGA*



Avant toute chose, je voudrais, au nom de toutes les équipes de Res Publica en France et au Burkina Faso, adresser mes sincères remerciements à tous nos partenaires et collaborateurs.

Nos activités durant l'année 2013 ont continué de progresser. Tout d'abord, dans les montants investis puisque les dépenses de l'ONG Burkinabè ont augmenté de 20% et continuent de tenir une place prépondérante dans le budget global de l'association (75%).

La volonté affichée par Res Publica de participer activement au développement de notre pays reste intacte malgré les difficultés et un contexte incertain.

Au niveau de la politique nationale, le Burkina est actuellement en attente des prochaines élections présidentielles de novembre 2015.

Au niveau local, les élections municipales et législatives de 2012 ont imposé la mise en place de nouveaux cadres de concertation avec les acteurs institutionnels publics afin de définir et de planifier des priorités communes de développement. Nous tenterons d'accompagner au mieux les mairies des communes où nous intervenons dans leurs nouvelles responsabilités. Espérons qu'elles acquièrent progressivement les moyens techniques, humains et financiers pour assurer les services dont elles ont la charge.

Res Publica continue d'accroître ses efforts sur les trois programmes historiques que sont l'Éducation, la Santé, la Sécurité alimentaire.

Le programme Éducation a accordé une part importante au développement des infrastructures au niveau de l'enseignement secondaire (budget multiplié par deux en 2013) sans pour autant laisser de côté l'enseignement primaire. Grâce à ce programme, la construction de dix salles de classe dans différents lycées et collèges de notre zone d'intervention a pu être réalisée pour accueillir les nouveaux élèves et alléger les effectifs. De plus, des stages de recyclage ont été proposés aux professeurs de lycées et collèges afin de renforcer leurs compétences pédagogiques.

L'expérience effectuée au Collège de Nazoanga, Commune de Nanoro, dans la construction d'un internat de jeunes filles nous encourage à poursuivre ce type d'investissement en impliquant plus encore les mairies locales. Parallèlement à ces constructions qui concernent notre zone d'intervention privilégiée, Res Publica continuera à soutenir les partenaires qui construisent des infrastructures scolaires et des forages dans d'autres provinces que le Boulkiemdé (le Boulgou, les Cascades, le Hoüet et la Sissili).



2 098 236€
Budget 2013

180 000
personnes bénéficiaires

Au niveau de la santé, en partenariat avec l'Association Entraide Médicale Eugène Jamot, Res Publica a participé financièrement à la construction du dispensaire de la commune de Soaw dans la province du Boulkiemdé.

En quête d'une solution pour améliorer le niveau de revenus de la population dans nos zones d'intervention, en majorité des paysans, et leur assurer un minimum de sécurité alimentaire, notre association poursuit ses efforts dans le sens du renforcement des organisations paysannes et des outils de production.

Globalement, les besoins restent très importants. Cependant nos zones d'intervention ont déjà bénéficié de grands changements dans le secteur éducatif grâce aux investissements importants de Res Publica. De plus, **l'amélioration de l'accès à l'eau grâce à la construction du barrage de Soum et l'amélioration de l'accès à l'énergie depuis l'arrivée du réseau électrique à Nanoro, permettent de fonder de grands espoirs sur un développement rapide d'activités économiques rémunératrices.**

Les populations et les acteurs institutionnels doivent maintenant prendre la mesure des responsabilités qui sont les leurs pour choisir l'avenir qu'ils préparent à leurs enfants.

Basile DARGA

TRIBUNE À UN PARTENAIRE

Le Parama Express



Il était une fois dans l'Ouest (du Burkina Faso), une petite association d'irréductibles, **convaincus que l'Éducation pour tous est le socle indispensable à tout développement.**

Après 12 ans d'efforts en faveur d'une éducation de qualité, l'association « Petit à petit » se voit récompensée au niveau national, en juin 2013, pour avoir obtenu les meilleurs résultats au Certificat d'Études Primaires.

C'est alors que les villageois se mettent à parler de « grand à grand » et que les attentes redoublent. Le village de Parama nous avait adressé en mars 2012 une demande de construction d'école primaire. Les villageois avaient déjà édifié une pailote pour y installer 53 enfants sous la tutelle d'un jeune du village voisin. Ils avaient rassemblé sable, gravier et cailloux sauvages et cotisé une somme pour faire face aux besoins d'accompagnement d'un chantier. Mais « Petit à petit », débordée par son succès, n'avait pas les moyens de son ambition.

Un ami commun fait le lien avec Res Publica. C'est ainsi qu'autour d'un verre, Françoise Perrin pour Res Publica, Catherine et Sofie pour « Petit à Petit », constatent avec plaisir que leurs sillons se tracent dans la même direction, et que **leurs efforts sont animés de la même analyse et du même humanisme.**

Dès le 17 juin 2013, nous prenons la route ensemble, direction Parama, en passant par l'école de Benkadi, bâtie de 2009 à 2012, le temps de s'assurer des capacités de bâtisseurs de « Petit à petit ». L'accueil confirme la mobilisation des villageois en faveur d'une école pour leurs enfants et convainc l'ensemble de

l'équipe de les accompagner.

Le 1^{er} juillet, le financement de Res Publica arrive à Bobo et le 6 juillet tous les matériaux de chantier sont acheminés à Parama avec l'équipe de maçons et le contrôleur de chantier de « Petit à petit ». La saison des pluies entrave bien un peu le chantier mais n'arrête pas la marche du progrès.

En huit semaines, le bâtiment permettant une ouverture d'école est achevé : 108 m² pour une salle de classe, une petite bibliothèque, un bureau du directeur et un magasin de stockage du matériel de l'école. Et dans la cour : un bloc de 4 latrines et un petit amphithéâtre extérieur pour les travaux de groupe des élèves et les réunions des plus grands. Le mobilier suit le mouvement : tables-bancs, bureaux de maître, armoires et chaises... « Petit à petit » livre alors le matériel pédagogique qu'elle fabrique : l'ardoise à points mobiles, le boulier géant en calebasse, les 44 planches d'illustrations de CP1 et 12 ardoises géantes pour la mise en œuvre de la pédagogie de groupe. L'Inspection fournit 50 manuels de lecture CP1 et les fournitures scolaires des élèves. Tout y est... La rentrée peut s'effectuer le 1^{er} octobre comme prévu, accueillant pour cette première promotion 48 filles et 32 garçons, soit 80 élèves au total...

C'est parti pour l'aventure de la scolarité pour tous à Parama...

Les parents décident de mettre tous les atouts du côté de leurs enfants en collectant maïs et haricot pour une cantine endogène. « Petit à petit » fournit le matériel de cuisine et l'huile, un Directeur d'école voisin vient former les mères d'élèves à la préparation du couscous-haricot.

Il ne manque que le forage ! Le point d'eau potable se trouve à 4 kilomètres de l'école... mais Res Publica a promis le financement d'un forage scolaire. La réalisation est effectuée au début de l'année 2014.

Tous les espoirs sont permis, le partenariat entre Res Publica et « Petit à petit » est lancé, pour le plus grand bonheur des populations de Karangasso-Vigué, mobilisées pour l'avenir de leurs enfants.

Catherine et Sofie – Association « Petit à petit »



UN GÉOMATICIEN À NANORO *Loïc L'Anton*



Originaire de Clermont-Ferrand, Loïc L'Anton, 32 ans, est infographiste de formation. Après avoir travaillé dans différents domaines professionnels et découvert différents métiers, Loïc a décidé de se spécialiser dans un métier nouveau combinant deux de ses passions que sont l'informatique et la géographie. A une époque où la mobilité, les technologies mobiles et les cartes numériques intelligentes sont en plein essor, le métier de géomaticien séduit par son impact sur notre vie quotidienne et, surtout, par son grand potentiel d'application dans des secteurs très diversifiés.

De février à mars 2014, Loïc a effectué un stage au sein de l'association Res Publica afin de valider son cursus de formation en géomatique réalisé au centre de

formation professionnelle IDGEO (Institut de Développement de la Géomatique) à Toulouse. La mission qui lui a été confiée était de réaliser la cartographie de la zone d'intervention principale de Res Publica au Burkina Faso. Présente depuis plus de dix ans dans la province du Boulikemdé, **Res Publica souhaitait disposer d'un fond de carte précis sur les communes rurales de Nanoro, Pella et Soaw.** Loïc a intégré nos équipes locales pendant un mois afin de mettre en place le projet et de recueillir les informations nécessaires. Un travail intense d'échanges et de géolocalisation des points d'intérêt sur le terrain a permis de reporter les connaissances de chacun sur la carte.

Loïc nous détaille sa méthode de compilation de données: « *La base du travail a été de numériser un fond de carte à partir d'images satellites disponibles sur Internet. Il aurait fallu des mois pour parcourir toutes les pistes de la zone et marquer seul les points d'intérêts de la zone. Pour nous aider, nous nous sommes appuyés sur le service de cartographie collaborative Openstreetmap. Ce nouveau modèle de travail peut être décrit comme un Wikipédia de la carte participative. Une base de données cartographiques est alimentée par des contributeurs bénévoles. Les données produites sont consultables et téléchargeables librement et gratuitement. Nous avons donc partagé ce que nous avons cartographié sur le site d'Openstreetmap et avons bénéficié en retour des données ajoutées par d'autres. C'est une méthode rapide et efficace qui profite à tous.* »

Au final, le résultat est là : une carte papier de la zone à l'échelle 1:50 000. Elle couvre une zone de 60 km par 45 km et répertorie les différents types d'accès, les retenues d'eau, les écoles, les centres de santé ainsi que divers points d'intérêts essentiels pour l'association mais aussi et surtout pour ses partenaires. Res Publica a décidé d'en diffuser plusieurs exemplaires auprès des institutions locales sur place. En parallèle, un système de mise à jour a été mis en place au sein de la structure afin que les équipes puissent ajouter les données géographiques utiles à leurs domaines d'activités comme, par exemple, les nouvelles écoles ou les périmètres de cultures agricoles.

« *Cette expérience m'a beaucoup apporté humainement et techniquement. Je remercie chaleureusement Res Publica pour m'avoir associé à ce projet. J'espère que cette initiative novatrice pourra servir le travail réalisé au Burkina Faso par les équipes de l'association et toutes les personnes qui travaillent dans cette zone. Désormais, les outils géomatiques sont de plus en plus utilisés dans les pays du sud, en particulier, dans les cas de crises humanitaires qui mobilisent un nombre impressionnant de contributeurs. Mais au-delà des situations d'urgence, j'ai la conviction que ces outils peuvent être bénéfiques aux citoyens et être vecteurs d'implication dans les projets de développement* ».

*Propos recueillis par Thierry SCIARI
+ d'infos : www.openstreetmap.org*



EN ROUTE POUR L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE *Françoise PERRIN*

Depuis maintenant quelques années le nombre d'élèves accédant en classe de 6^{ème} va croissant. Filles et garçons se bousculent aux portes des établissements secondaires, publics ou privés, et les parents s'arrachent les cheveux pour trouver « la place » pour leur enfant.

Le nombre de collèges est dramatiquement insuffisant, essentiellement dans l'enseignement public, ce qui accentue encore plus les inégalités entre les élèves issus de famille aisée et ceux dont les parents ne peuvent acquitter le montant d'une scolarité en établissement privé.

Dans la zone d'intervention de l'association, nous nous efforçons chaque année d'améliorer l'offre publique en matière de constructions d'établissements secondaires afin de proposer à la population rurale des solutions de scolarisation au plus près de leur lieu d'habitation.

Ainsi en 2008, nous avons construit le collège du village de Boulpon, devenu maintenant le lycée « Nicolas Perrin » qui accueillera sa première promotion au baccalauréat en juin 2015. L'établissement a reçu cette année plus de 550 élèves. En 2011, nous avons ouvert le collège de Nazoanga ainsi qu'un internat pour jeunes filles en son sein. En 2015, la première promotion se présentera à l'examen du BEPC. 211 élèves se répartissent de la 6^{ème} à la 4^{ème}.

En 2013, c'est le collège de Dascissé qui a vu le jour avec l'ouverture d'une première classe de 6^{ème}.

Chaque établissement est doté de logements pour les enseignants, d'un bâtiment pour l'administration, d'une cantine et de latrines.

Parallèlement, nous ne négligeons pas les quatre établissements secondaires publics qui existent dans notre zone d'intervention : les lycées départementaux de Nanoro, Pella et Soaw et le collège de Poessé. Nous ajoutons, dès que le besoin s'en fait sentir, de nouvelles classes dans ces établissements afin que les élèves n'aient pas à chercher une place en ville, loin de leurs parents.

Avec au total sept établissements secondaires publics, ce sont environ 3500 élèves qui trouvent une place près de chez eux. Il faut savoir que **la plupart de ces enfants doivent effectuer soit un déplacement à vélo aller/retour d'une vingtaine de kilomètres par jour, soit trouver un tuteur, soit enfin «prendre une location» à plusieurs...** Afin d'améliorer les conditions

d'hébergement des filles, dans un premier temps, nous pensons construire des maisons d'accueil proches des établissements qui pourraient les recevoir. La gestion en serait confiée aux mairies qui sont prêtes à s'engager dans ce projet.

Alors que le souhait de l'Etat est que chaque enfant ayant réussi au Certificat d'Étude Primaire puisse s'inscrire en classe de 6^{ème} et y étudier dans de bonnes conditions, il faut regarder les chiffres : environ 2 700 élèves vont se présenter, sur notre zone d'intervention, à l'examen en juin 2014...

Même si seulement 60 % d'entre eux réussissent, cela fera un nombre de 1620 élèves qui devront trouver une place au collège. En répartissant les élèves à 80 par classe (ce qui est tout à fait courant au Burkina Faso), il faudrait avoir plus de 20 classes à disposition. Or, actuellement, il n'existe que 14 classes de 6^{ème} dans les sept établissements publics répartis sur Nanoro, Pella et Soaw !

Faciliter l'accès à l'enseignement secondaire dans les cinq prochaines années, tel est notre objectif.

Françoise PERRIN
Présidente

CLASSEMENT DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS AU BEPC 2014 DE LA REGION CENTRE-OUEST*

L.N.PERRIN de BOULPON / Nanoro	5 ^{ème} sur 119 établissements
L.D. de PELLA	12 ^{ème} sur 119 établissements
L.D. de NANORO	20 ^{ème} sur 119 établissements
L.D. de SOAW	40 ^{ème} sur 119 établissements

* Regroupant les Provinces du Boulkiemdé, de la Sissili, du Sanguié et du Ziro

1 556 210€
Budget 2013

116
élèves Préscolaire

15 334
élèves Primaire dont 51% de filles

1 115
élèves Secondaire

78
élèves Supérieur

59
femmes - Alphabétisation adulte

RÔLE D'UN ANIMATEUR DE L'ÉDUCATION *au sein de l'ONG Res Publica*



« Je me nomme Ouedraogo Yaya, je suis employé en qualité d'animateur de l'éducation au sein de l'ONG Res Publica depuis trois ans. J'ai la responsabilité du suivi de la Circonscription d'Éducation de Base de Pella. Au total, nous sommes trois animateurs sous la responsabilité de Monsieur Kaboré André, Coordonnateur local de l'ONG pour Nanoro, Pella et Soaw.

Nous suivons l'exécution des programmes dans les écoles primaires et les établissements secondaires publics. Nous travaillons avec les différents acteurs de l'éducation afin de contribuer à la scolarisation massive des enfants en général et des filles en particulier, en vue d'une éducation de qualité. En ce qui me concerne, j'ai sous ma

responsabilité l'animation et le suivi de 19 écoles primaires, soit plus de 4 000 élèves, et un lycée départemental d'environ 700 élèves.

Concernant l'enseignement primaire, chaque jour, je m'organise pour effectuer des visites de supervision dans au moins deux à trois écoles pour rencontrer nos partenaires directs : directeurs d'établissement, instituteurs et parents d'élèves. Je recense avec eux les difficultés qu'ils rencontrent pour travailler ensemble à des solutions adéquates.

D'une façon générale, mon travail quotidien, avec l'implication de la communauté éducative, consiste à l'animation et au suivi des activités de l'école :

- Suivi des activités péri et parascolaires telles que le jardinage, l'élevage, les champs et les bosquets scolaires, toute activité permettant aux parents d'élèves d'améliorer la cantine scolaire et le bon fonctionnement de l'école ;
- Suivi du fonctionnement et de la gestion des vivres de la cantine endogène, c'est à dire vérifier la quantité de vivres collectée auprès des parents d'élèves, la dotation en vivres de l'Etat et la contribution en riz de Res Publica, vérifier la bonne utilisation des vivres, contrôler la qualité des repas... ;
- Suivi et gestion financière des fonds APE¹ en contrôlant régulièrement les entrées et les sorties de la caisse tenue par le trésorier ;
- Gestion des cotisations, entretien des forages et des installations solaires ;
- Suivi de l'entretien des infrastructures immobilières (salles de classe, logements, cuisines et latrines) et du mobilier (tables-bancs, bureaux, armoires, chaises...) ;
- Sensibilisation et encadrement des parents d'élèves pour leur implication dans le fonctionnement des écoles au profit de la réussite scolaire de leurs enfants.

Les principales difficultés que nous rencontrons se situent au niveau de la prise de conscience par les parents de la responsabilité qu'ils ont dans l'éducation de leurs enfants. Beaucoup sont encore analphabètes et n'appréhendent pas les valeurs de l'école et le bien-fondé de la scolarisation d'un enfant. Notre activité quotidienne est de les encadrer, les sensibiliser, les former pour un changement de comportement et pour une mobilisation sociale autour de l'éducation, gage de pérennisation de nos actions.

C'est en réponse à cette problématique que les animateurs du volet éducation et leurs partenaires, mairies, inspections et structures départementales des écoles ont été formés par le « Cadre de Concertation des ONG et Associations Actives en Éducation de Base-Burkina Faso » sur « les rôles et attributions des APE/AME²/COGES³ » afin de les accompagner dans leurs missions. »

*Yaya Ouedraogo
Animateur à la CEB de Pella*

¹ Association de Parents d'Elèves

² Association des Mères d'Elèves

³ Comité de Gestion



LA FORMATION AU SERVICE DES BIBLIOTHÈQUES *du BOULKIEMDÉ*

Au cours de cette année, nous n'avons pas créé de nouvelles bibliothèques mais nous nous sommes efforcés d'améliorer le niveau de formation des bibliothécaires et des élèves.

Doter les responsables de bibliothèques d'outils professionnels

L'association Res Publica a organisé une formation d'une journée à destination des trois responsables des bibliothèques de Nanoro, Boulpon et Soaw. L'objectif était de leur permettre de se connaître, d'échanger et de confronter leurs pratiques.

Ensemble, nous avons pu découvrir le monde des maisons d'éditions et des « collection jeunesse », en comprendre les diverses étapes, du livre manuscrit en passant par la parution en librairie. Chaque participant a ensuite présenté un ouvrage de littérature africaine et livré son point de vue sur le contenu. Nous avons ainsi pu nous rendre compte que nous avons tous le même vocabulaire grâce à notre immersion dans ce monde de la littérature.

Inciter les élèves à la lecture et les guider dans l'utilisation de la bibliothèque

Le second volet de la formation a concerné les élèves du lycée Nicolas Perrin de Boulpon. Cette formation intensive (15 séances d'une heure) s'est déroulée sur 7 jours consécutifs. En collaboration avec l'intendante du lycée qui est responsable de la bibliothèque, **nous avons accueilli 310 élèves** par demi-groupe sur les niveaux de 5^{ème}, 4^{ème}, 2^{de} et 1^{ère}.

Une plaquette de découverte de la bibliothèque sous forme de bande dessinée a permis aux élèves de :

- S'interroger sur les types de documents proposés en prêt ou en consultation sur place ;
- Comprendre le classement des documents ;
- Réfléchir, s'exprimer à l'oral et échanger sur l'intérêt de la lecture plaisir ;
- Mesurer l'importance de la lecture sur les résultats scolaires.

Pour la bibliothécaire, il était important de parler des règles du prêt de documents et du soin à apporter aux documents à la maison.

Nous avons été agréablement surpris de l'intérêt des élèves et de leur sérieux tout au long de la séance. Ceci nous encourage à réitérer l'expérience à la rentrée scolaire 2014/2015.

Encourager la lecture de l'œuvre complète pour chaque élève

Res Publica, dans ces deux volets de formation, poursuit ses objectifs de développement de la lecture. Nous avons fait le choix de doter les bibliothèques des livres au programme afin que chaque élève puisse avoir accès à l'œuvre complète. En effet, la plupart n'avaient ni la possibilité, ni même les moyens d'acquérir ces ouvrages.

En collaborant avec les enseignants et l'équipe de direction sur ce volet « formation des élèves », notre souhait est de porter plus haut la réussite au lycée Nicolas Perrin en 2015.

*Christine Allot-Bouty
Bénévole*



TÉMOIGNAGE D'UN UNIVERSITAIRE *Amidou Zongo*



« Je suis né en 1987 et suis fils d'un cultivateur résidant dans le petit village de Sitaon rattaché à la commune rurale de Nanoro. J'ai fréquenté l'école primaire publique de Nazoanga où j'ai obtenu mon certificat d'études primaires en 1999. Mon père m'a alors inscrit en classe de 6^{ème} au Collège d'Enseignement Général de Nanoro. Cette première année au collège s'est déroulée dans des conditions difficiles parsemées d'événements traumatisants : **je me souviens d'avoir été expulsé deux fois de la classe pendant des périodes de devoirs parce que mon père n'avait pas payé la dernière tranche de mes frais de scolarité !** »

A la fin de l'année, certes, je passai en classe de 5^{ème} mais j'ai vite réalisé que mes parents ne pourraient pas me soutenir très longtemps et que je devrais renoncer à de longues études. Je voyais mon rêve le plus cher, devenir un « grand docteur », s'éloigner peu à peu.

J'ai pris alors mon courage à deux mains et suis allé voir Monsieur André Kaboré, représentant de Res Publica à Nanoro, qui m'a mis en contact avec Madame Perrin. J'ai alors rencontré la Présidente de l'association.

Après lui avoir expliqué ma situation, sa dernière phrase a été : « ... **alors Amidou, on va te prendre en charge et si tu travailles bien on continuera de te soutenir** ».

Dès lors, travailler bien et bénéficier du soutien de Res Publica est devenu ma devise.

L'association a pris en charge mes frais de scolarité et de restauration jusqu'en classe de 3^{ème}. Etant dans de bonnes conditions d'études, j'ai été admis en 2003 au BEPC avec l'entrée en seconde et j'ai été orienté au Lycée Provincial de Koudougou. L'association a continué à me soutenir et, n'ayant désormais plus à me soucier de ma prise en charge, j'ai pu me consacrer entièrement à l'obtention de mon bac. Les notes obtenues à cet examen m'ont permis d'avoir une bourse nationale d'études et j'ai pu m'inscrire à la faculté de médecine de Ouagadougou. C'était maintenant à moi de montrer que j'étais capable de réaliser mon rêve.

Aujourd'hui, je suis en 8^{ème} année de médecine (année de thèse) à l'Université de Ouagadougou. Res Publica m'a accompagné tout au long de ces années avec une bourse qui me permettait de m'en sortir. **L'association m'a soutenu pendant 13 ans, ce qui m'a permis de voir aujourd'hui le bout du chemin et s'ouvrir devant moi la carrière dont j'ai toujours rêvé !**

Je souhaiterais me spécialiser en gynécologie et me consacrer à la santé de la femme dans mon pays, tout en restant dans le domaine des soins, car **soigner c'est ma passion !** ».

*Amidou Zongo
Etudiant en médecine*

TÉMOIGNAGE D'UN JEUNE ACTIF *Gilbert KAZIENGA*



« En 1999, muni de mon diplôme du BEPC obtenu au collège de Nanoro, j'ai dû rejoindre la « grande ville » pour terminer mes études secondaires. N'ayant aucune famille d'accueil à Koudougou, j'ai été contraint d'affronter seul ma nouvelle vie, pour la première fois loin de mes parents et de mon village.

Les défis à relever étaient énormes : scolarité, logement, nourriture, fournitures scolaires, sans oublier les 120 km à vélo toutes les deux semaines pour rentrer au village m'approvisionner en vivres. Commencèrent alors trois ans de difficultés et de privations. Parvenu en terminale, mes conditions de vie

s'aggravèrent et j'échouai lamentablement à l'examen du BAC.

A la rentrée suivante, mes conditions de vie n'avaient pas changé et il ne me restait plus que deux choix : abandonner mes études ou les continuer sans avoir plus de chance de réussir !

Mais, tout a basculé en janvier 2004 lorsque j'ai eu le privilège de faire la connaissance de Res Publica à travers sa Présidente Madame Perrin.

A la seule condition que je sois sérieux et que je me consacre entièrement à mes études, Res Publica a alors pris en charge ma scolarité, mes fournitures scolaires et m'a octroyé une bourse mensuelle pour mes frais de vie. J'obtins alors le BAC D et pus m'inscrire dans une grande école de Ouagadougou, l'Institut Supérieur du Génie Electrique du Burkina Faso (ISGE-BF). De 2004 à 2006, Res Publica a continué à me soutenir et je réussis brillamment mon BTS.

Galvanisé par l'espoir retrouvé, je présentai le concours d'entrée à l'Ecole Nationale d'Ingénieur du Mali (ENI) et fus admis. Le soutien renouvelé de Res Publica m'a permis de décrocher mon diplôme d'Ingénieur en Génie Industriel avec la mention bien.

L'Union Européenne m'a alors sélectionné pour bénéficier d'une

bourse d'études en Master Spécialisé en Energie Renouvelable à l'Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (2IE) à Ouagadougou. Cette bourse ne prenant pas en compte les moyens de subsistance, Res Publica s'est à nouveau engagée en m'octroyant une bourse pour 12 mois. J'ai ainsi pu obtenir mon deuxième diplôme d'Ingénieur : un Master spécialisé en Energie et Energie Renouvelable.

J'entrai alors dans la vie active. Embauché dans un premier temps par une ONG internationale suisse, je fus contacté par une ONG française spécialisée dans la mise en place de solutions énergétiques adaptées aux pays en voie de développement, pour être responsable du suivi-évaluation de projets.

En janvier 2014, j'ai été appelé à Ouagadougou par la Coopération des Pays-Bas en tant que **Conseiller Afrique de l'Ouest et de l'Est en Energie Renouvelable et développement de projet carbone**, où je travaille actuellement.

Dès ma première embauche, j'ai pu venir en aide à ma famille et surtout à mes petits frères dont j'ai pu régler les frais de scolarité.

Une de mes sœurs, dont j'ai pris en charge les études, est actuellement intégrée à la fonction publique en tant qu'institutrice. En 2013, mon épouse a pu s'inscrire à l'Institut Supérieur d'Informatique et de Gestion (ISIG) où elle est étudiante en communication d'entreprises. Enfin, je finance actuellement la formation d'un de mes frères qui se destine à l'enseignement.

Mon souhait le plus cher serait de créer mon entreprise dans le domaine de l'énergie renouvelable afin de mettre mes compétences au service de mes concitoyens. La réalisation et le succès de ce projet contribueront à créer des emplois au Burkina Faso et parachèveront un rêve devenu réalité grâce à mon travail et au soutien constant de Res Publica à qui j'adresse mes remerciements les plus sincères ».

*Gilbert KAZIENGA
Conseiller en Énergie Renouvelable et Développement de Projet Carbone*

BILAN ET PERSPECTIVES *Thierry SCIARI*

Depuis 2007, le programme agro-pastoral de Res Publica dans les zones de Nanoro, Pella et Soaw contribue à **dynamiser la production, la transformation et l'écoulement des produits agricoles** par :

- **Le soutien aux producteurs** en termes d'organisation, d'accès aux financements (microcrédits), de mutualisation d'achats et de formations ;
- **L'accompagnement** vers des techniques de production et de conservation moins coûteuses et plus respectueuses de l'environnement ;
- **L'incitation à la récupération des terres dégradées** ;
- **La valorisation et la commercialisation des productions locales** notamment en initiant des activités de transformation.

Ces activités se sont matérialisées au travers de soutiens aux campagnes annuelles rizicoles, maraîchères et au travers de la promotion d'activités génératrices de revenus (AGR).

Bilan de campagne 2013

Après la crise alimentaire de 2011, la campagne suivante avait permis aux paysans de se rattraper par une récolte généreuse. En 2013, de nouveau, la saison pluvieuse fut chaotique avec un déficit de 22 jours de pluie et des poches de sécheresse importantes. Dans ces conditions, les cultures pluviales ont été décevantes surtout lorsque les consignes techniques élémentaires n'ont pas été respectées.

En riziculture, le site de Séguédin de Soaw (riz pluvial) n'a presque rien récolté, les paysans ayant vu leur récolte sécher sur pied. A Gouroumbila, un semis précoce a permis d'améliorer le rendement moyen à 3 tonnes par hectare. A Goala, unique site aménagé, un semis tardif et un problème de gestion de l'eau ont perturbé les rendements (2 t/ha).

Sur les cultures de maraîchage, en saison sèche, la tomate (principale culture de contre-saison dans la zone) a globalement été très productive mais comme souvent dans ces cas-là, les producteurs se sont confrontés à des prix de marché très bas. La culture de l'oignon, pour les producteurs ayant choisi de diversifier les risques, leur a permis de rattraper les pertes.

Globalement, même si nous avons vu au fil des années une amélioration des techniques de production (rationalisation des intrants, maîtrise des itinéraires techniques, amélioration de la gestion durable des sols), les résultats restent fortement dépendants des aléas climatiques, de l'accès aux financements et d'un niveau d'organisation et de programmation encore faible.

Une stratégie de renforcement

Sur la base de ces constats, Res Publica a souhaité recentrer ses efforts sur les cinq organisations de producteurs les plus solides des trois communes. Ces groupements bénéficieront sur les trois prochaines années d'un accompagnement sur mesure afin de créer un effet d'entraînement sur l'ensemble des agriculteurs. **Les axes de travail choisis ont vocation à renforcer leurs capacités d'organisation, à améliorer les moyens de production et à consolider les débouchés des produits.**

Les besoins en accompagnement de l'économie locale restent énormes et les conditions du milieu sont, à n'en pas douter, extrêmement difficiles. Pourtant tous les espoirs sont permis... avec de la patience !

Thierry SCIARI
Gestionnaire de projets



156 262€
Budget 2013

500
Riziculteurs bénéficiaires dans 3 OP*

400
Maraîchers bénéficiaires dans 9 OP*

140
Femmes bénéficiaires dans 9 OP*

*OP : Organisation de Producteurs

LE RIZ ÉTUVÉ BURKINABÈ *une valeur méconnue*



Quatrième céréale en termes de consommation au Burkina après le sorgho, le mil et le maïs, le riz « made in Burkina Faso », est mal connu des populations du fait de la concurrence pernicieuse entretenue par l'importation à grande échelle des produits rizicoles d'Asie. La consommation du riz (1^{ère} céréale d'importation) au Burkina Faso est en constante augmentation. La production nationale est estimée à 300 000 tonnes de riz paddy et couvre actuellement un tiers des besoins. Cette agriculture de subsistance occupe une place importante dans l'économie du pays, le riz fait partie des habitudes alimentaires du Burkina, surtout en milieu urbain.

Ignorance ou simple refus de consommer local ?

Bizarrement, le riz burkinabè semble être moins prisé que celui importé, généralement issu de vieux stocks et qui a transité pendant un long temps dans les ports avec des risques évidents pour la santé. Une tendance qui, petit à petit, s'inverse au fur et à mesure que le paysan burkinabè retrouve la fierté de produire pour nourrir sa famille.

« Consommer local » devient tendance en milieu urbain.

La riziculture de bas-fond est la culture traditionnellement la plus pratiquée dans toutes les régions du pays.

Les bas-fonds sont des surfaces agricoles où s'accumulent les eaux pluviales pendant l'hivernage.

Certaines régions, surtout à l'Ouest du pays, ont une longue pratique de la méthode du riz étuvé. Cette opération est traditionnellement effectuée par les femmes pour les besoins en riz de la famille. De récente implantation rizicole de masse, la région du Bouleimdi commence à vulgariser l'étuvage du riz.

Qu'est ce que l'étuvage du riz ?

La technique consiste en un traitement à la vapeur ayant pour but de fendre la balle des grains de riz préalablement humidifiés. Après étuvage le riz est à nouveau séché avant d'être décortiqué.

Ce procédé accroît nettement la qualité technologique du riz car il permet de colmater les fissures du grain et de durcir l'amande avec au final moins de brisures lors du décortiqué. Il améliore également la qualité nutritionnelle en conservant vitamines et sels minéraux. Enfin, il modifie la qualité culinaire du riz : le riz étuvé est plus ferme, moins collant et cuit plus rapidement.

Sur les trois sites rizicoles de sa zone d'intervention, Res Publica a apporté un appui aux groupements féminins par la dotation en matériel pour l'étuvage du riz. Une formation dispensée par l'animatrice de l'association a permis à toutes les femmes d'accéder aux bonnes pratiques de la méthode. Les débouchés semblent prometteurs sur le marché urbain. La prochaine récolte rizicole est donc attendue impatiemment par les étuveuses.

Anne-Marie BERGER
Bénévole



CONSOLIDATION DES AMÉNAGEMENTS RIZICOLES *de Séguédin*



Basé sur la méthode des aménagements rizicoles simples, le bas-fond de Séguédin de Soaw a été réalisé en 2012 par le Projet Riz Pluvial, projet porté par la Coopération Taïwanaise. **Facilement répliquable, peu coûteux en entretien et utilisant des matériaux locaux, ce type de projet permet de valoriser les bas-fonds** en redécouvrant la culture du riz souvent délaissée à cause des prix de la concurrence asiatique. Le principe technique est simple : effectuer un relevé topographique pour tracer les courbes de niveau et quadriller les zones irrigables par des diguettes en terre permettant de freiner les eaux de ruissellement pour irriguer les parcelles entre juin et septembre, à chaque saison des pluies.

Certes, les producteurs restent dépendants des aléas climatiques (poches de sécheresse ou pluies violentes capables de percer les diguettes) mais l'investissement financier reste raisonnable pour tester la mobilisation et l'organisation des producteurs à travailler sur un projet commun.

Chaque année, **la préparation de la saison demande une forte mobilisation des producteurs** pour des travaux exigeants en main d'œuvre. Des pierres ramassées aux alentours

doivent être installées pour consolider les diguettes endommagées les années précédentes et la terre doit être remontée pour entretenir les délimitations de parcelles. Assez difficile, cette méthode permet de valider la motivation des bénéficiaires avant tout autre investissement complémentaire.

Durant cette saison, **Res Publica a appuyé l'organisation de producteurs de Séguédin de Soaw pour l'empierrement de 800 mètres linéaires de diguettes**. Elle a pris en charge la location d'un camion (10 jours de transport de pierres) et l'alimentation des équipes. Cette opération devra être renouvelée sur plusieurs années pour stabiliser complètement l'aménagement.

Sur le site de 67 ha de Séguédin, délimité en 290 parcelles de 2300 m², les producteurs atteignent en moyenne des rendements de 3 à 4 tonnes par hectare. La valorisation sur ce modèle de nombreux autres bas-fonds permettrait au pays de gagner en autonomie alimentaire.

Thierry SCIARI
Gestionnaire de projets

DÉVELOPPER LES AGR* *pour les populations vulnérables*



Dans le cadre de ses appuis à la production en milieu rural, Res Publica a répondu positivement à une demande de matériels de transformation dans le but de favoriser les activités génératrices de revenus. L'objectif de cette opération est de permettre aux Productrices Féminines de se spécialiser dans un domaine d'activité.

Neuf groupements se sont spécialisés dans six activités que sont la purée de tomate, l'huile de neem, le beurre de karité, la poudre de moringa, le savon et le riz étuvé.

Cette dotation se présente sous la forme d'un apport financier des groupements de 15% et d'une

subvention à hauteur de 85% de la part de Res Publica. En parallèle, un crédit d'un montant total de 3 300 000 F CFA a été accordé aux groupements permettant de financer l'achat de matières premières au moment où les cours sont favorables.

Marie Kaboré, présidente de l'OPF de Pella témoigne :

« Cette dotation va beaucoup nous aider. On n'avait pas assez de matériel mais avec des bassines et des plats supplémentaires, **on peut maintenant travailler en grande quantité**. De trois moules à savon que nous possédions, nous sommes passées à neuf. Nous pouvons ainsi fournir plus régulièrement nos clients. Un crédit de trésorerie de 400 000 F CFA nous a été accordé permettant d'acheter les matières premières telles que les noix de karité et les graines de neem. Actuellement, nous fabriquons des savons au beurre de karité et à l'huile de neem ainsi que des savons de lessive. Prochainement, nous prévoyons la fabrication de savons au miel et à l'argile verte.

Nous progressons lentement mais de façon raisonnée. Au niveau commercialisation, les ventes se font sur le marché de Pella et aussi à Ouagadougou, la capitale. Bientôt l'Union des Groupements de Femmes de Pella aura sa boutique pour valoriser toutes les productions artisanales. »

Autre exemple, l'OPF de Nazoanga fabriquait du beurre de karité depuis longtemps mais se plaignait de ne pas maîtriser la qualité du produit fini. Les femmes étaient tributaires du meunier local du village avec un temps d'attente plus ou moins long, un mauvais réglage de la mouture et un mélange avec les céréales moulues antérieurement. **Un moulin à karité**, issu de la dotation Res Publica, partagé avec le groupement de Poéssi, **a apporté la solution** :

« *Maintenant nous travaillons en autonomie donc plus rapidement. Grâce à un réglage spécifique, l'amande de karité est plus finement écrasée. Cette extraction poussée permet une augmentation de rendement d'environ 50%. Afin de rentabiliser plus rapidement ce matériel, nous louons nos services aux transformatrices individuelles du voisinage* » dit Mariam Kondombo, présidente du groupement.

Comme toujours la livraison du moulin a donné lieu à une formation sur l'utilisation et la gestion de ce matériel. Un cahier de comptes a été mis en place et l'animatrice des AGR est chargée d'en vérifier la bonne tenue. La production de beurre de karité est une des activités les plus sûres en ce qui concerne les débouchés commerciaux. Sa durée de conservation (un an et plus) et sa facilité de stockage (à température ambiante) sont également un atout supplémentaire pour une activité de brousse.

*Activités Génératrices de Revenus

Anne-Marie BERGER
Bénévole

EMEJ AU BURKINA *Docteur Gérard Fournel*



L'Entraide Médicale Eugène Jamot débute en 2013 un nouveau « cycle » de constructions, toutes motivées par une certaine urgence.

A Soaw d'abord, où l'état du dispensaire actuel annihile toutes vellétés de réhabilitation. Le bâtiment a été dégradé par la prolifération, au dessus du plafonnage, d'une colonie de chauves-souris dont les déjections - particulièrement odoriférantes...et pesantes ont fini par effondrer ledit plafonnage.

Dans ces conditions, Res Publica a accepté de financer la reconstruction intégrale des locaux qui se fera sur la partie de l'aire sanitaire située grossièrement entre la mosquée et la maternité actuelle, dirigée de main de maître par Mme Yolande Tiendrébéogo¹. Compte tenu de l'importance du Centre de Santé et de Promotion Social (CSPS) de Soaw, appelé à devenir Centre Médical avec Antenne chirurgicale (CMA) d'ici 2 à 3 ans, le dispensaire aura trois salles de consultation, dont deux systématiquement dévolues à la pédiatrie, qui représente 80 % de l'activité quotidienne du dispensaire.

A Nanoro, EMEJ a obtenu en peu de temps auprès du nouveau maire 3,8 ha de terrain, avec une réserve possible de 2 ha. Sur le fond, le projet de reconstruction du nouveau dispensaire urbain est assez proche du projet mené en 2006-2007 à Soum. Sur la forme, il sera plus important, par les locaux, par le volume potentiel de la population concernée et par « l'entrée » d'une équipe italienne de pédiatrie, originaire de la Faculté de Médecine de Florence. EMEJ a toujours milité pour la mobilité des médecins en milieu tropical² : avec les Italiens, qui peuvent assurer une présence pérenne, il sera possible de « tourner » dans tous les dispensaires du district pour dépister et traiter les cas de malnutrition frustrés, aisément curables par les moyens de la brousse, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux stocks de farine et autres Plumpy Nuts³ prodigués par la bonne conscience occidentale.

Ce projet est un projet important, sans doute l'un des plus importants qu'auront à mener conjointement EMEJ et Res Publica : important par son volume financier bien sûr mais aussi par les changements qu'il impliquera sur la zone dans la prise en charge du fléau, plus silencieux mais tout aussi mortifère que le paludisme, qu'est la malnutrition des enfants.

A côté de ces grands projets « immobiliers » EMEJ continue son programme de soutien actif au Planning Familial. Le subventionnement des techniques contraceptives, à hauteur de 75%, paraît avoir atteint ses limites, en tout cas dans les grands centres comme Nanoro et Soaw, où après un démarrage rapide, avec une hausse constante de la fréquentation, les nouvelles adeptes se font plus rares.

¹ Soaw a toujours eu la chance d'accueillir des accoucheuses hors norme par leur qualité professionnelle : Mme Guigui dans le passé ; Mme Tiendrébéogo actuellement

² Sinon, elle ne porterait pas le nom d'Eugène Jamot, créateur de ce concept, qui dans les années 30 allait éradiquer la maladie du sommeil de l'AEF et de l'AOF

³ Pâte énergétique à base d'arachide utilisée en cas de famine



81 236€
Budget 2013

2 561
bénéficiaires du planning familial

EMEJ AU BURKINA *Suite...*

Un exemple fort vient de Nazoanga où la Planification Familiale stagnait à des niveaux très bas pour des raisons constamment rapportées à l'arriération de la zone, aux habitudes ancestrales, etc,etc...Le simple changement de l'équipe dirigeante (Infirmier Chef de Poste et Accoucheuse), toutes autres conditions inchangées par ailleurs, a suffi à provoquer une augmentation spectaculaire de la Plannification Familiale (+ 94 % !!). Cela ne signifie pas que les pesanteurs de la société traditionnelle sont aisément contournables, mais sans attitude « forte » du personnel sanitaire il est difficile de progresser.

Nous avons donc fait appel à une équipe locale de théâtre qui intervient sur les sujets importants (santé, mais aussi éducation, agriculture). **La pièce représentée « Donner la vie sans périr » narre les démêlés d'un vieux polygame, mari de 3 jeunes femmes toutes enceintes, avec l'agent de santé qui s'échine à expliquer les bienfaits de la planification, de l'espacement des naissances, etc...le tout agrémenté des inévitables interventions des vieilles matrones, du féticheur et de la chefferie coutumière.** La pièce, dite en mooré, paraît bien perçue par la population.

Elle a été représentée successivement :

- A Nazoanga, avec une affluence supérieure à 1000 personnes ce qui a rendu impossible toute ébauche de débat. De plus, la représentation et les interventions s'y rapportant, ont été parasitées par des danses toutes aussi agréables à regarder qu'inutiles sur le fond du problème ! Si bien que le poisson semble avoir été délibérément noyé (...selon la technique bien connue en Afrique d'organiser un grand tam-tam pour le Blanc afin d'endormir son énergie...);

- A Somasi, fief d'un islam rigoriste paraissant en voie de radicalisation, (même si j'ai été accueilli avec toujours autant d'amitié et de gentillesse) : ébauche de débat, échanges intéressants avec certains hommes, femmes venues en grand nombre. La séance a été suivie par le journal national Sidwaya, qui lui a consacré une page entière dans son édition du 13 juin ;

- A Bologho, terre d'un animisme profond à peine effleuré par l'influence de la toute proche Mission Catholique de Temnaoré, un débat s'est instauré, ce qui est déjà un événement en soi dans la mesure où il y a des réticences à prendre la parole en public sur un sujet aussi...prégnant ;

- A Soum, la séance a été suivie par un grand nombre de femmes. Les hommes se sont éclipsés assez rapidement, la plupart ivre de tchapalo⁴ (c'était jour de marché !).

Au total, si tout le monde est bien d'accord pour convenir de la dureté des temps, de la difficulté d'éduquer tant d'enfants, autrement dit pour accepter la planification familiale, la pratique est plus aléatoire. Il a fallu argumenter sur la nature purement suspensive de la contraception, sur sa souplesse d'emploi. Parce que je suis un homme et que je suis présent sur la zone depuis bientôt 25 ans, j'ai tenu à apporter un discours « musclé » et très ferme sur la responsabilité des hommes.

Il est illusoire de penser que ce discours a été très productif, mais il aura au moins été entendu !!



*Docteur Gérard Fournel
Président EMEJ*

⁴ Tchapalo (mot d'origine dioula) : nom donné localement au dolo, bière de mil ;



VISITE À PÉLAGIE *Françoise PERRIN*



Nous quittons Ouaga par la route en direction de Kongoussi dans la province du Bam. Au bout d'une heure et demie, nous bifurquons à gauche sur une piste chaotique qui se faufile entre les collines et traverse quelques maigres villages. Nous atteignons enfin le village mossi de Rilgo dans la commune rurale de Rouko.

Il est 11 heures 30 ce samedi 1er février et les enfants quittent l'école en riant et en courant. Seule, Pélagie est assise sur les marches de sa classe. Elle est affairée à sangler ses bretelles qui retiennent deux prothèses semblables à deux vraies jambes chaussées de tennis.

Aidée d'un enseignant, elle se met debout et la voilà qui part en direction de sa case située à quelques trois cents mètres de l'école où elle vit seule en compagnie de sa grand-mère.

Depuis le mois d'octobre 2013, Pélagie se sent pousser des ailes. Son handicap, dû à une malformation des deux jambes, lui interdisait de mener la vie normale d'une enfant de six ans.

Son souhait le plus cher, qu'elle ne cessait de répéter à sa grand-mère, était de pouvoir aller à l'école comme ses camarades et apprendre.

Nous avons donc confié cette fillette à **un chirurgien qui a dû procéder à une double amputation** afin qu'elle puisse supporter des prothèses. Elle est ensuite restée quatre mois dans le centre de rééducation Yiki Kènè de Koudougou où elle a étonné tout le monde par son courage et sa détermination à marcher, malgré les souffrances qu'elle a dû endurer.

Bien sûr, nous l'accompagnerons tout au long de sa croissance.

Bonne chance petite Pélagie et que la vie te réserve maintenant un bel avenir !

Françoise PERRIN
Présidente



HISTOIRE D'UN DOUBLAGE *Lambert Zabré*



Aujourd'hui, les publics du Nord peuvent voir, dans les salles ou à la télévision, des films de qualité réalisés par des auteurs africains qui ont su, grâce à leur talent et parfois à leur génie, produire des œuvres aux dimensions universelles. Hélas, le cinéma africain souffre toujours d'une absence de diffusion sur son propre continent. **Comment ramener le cinéma africain en Afrique et faire que les populations du Sud, même dans les villages les plus isolés, puissent y accéder ?** Une problématique à laquelle Cinébrousse tente modestement d'apporter une réponse lors de son festival de brousse chaque mois de février.

Parmi notre filmographie se trouve *Moolaadé*, tourné en langue bambara. Comme nous le projetons dans une

région dont la langue parlée est le mooré, nous avons demandé à la troupe de théâtre « La Parole » à Ouagadougou de faire le doublage en mooré, après autorisation auprès du fils de Sembène Ousmane, le réalisateur.

Lambert Zabré, directeur du théâtre « La Parole » nous raconte l'aventure du doublage de *Moolaadé* :

« Je m'incline d'abord, paix à son âme, devant Sembène Ousmane qui a fait ce film dont le sujet est un outil de sensibilisation très important en Afrique.

Le thème de *Moolaadé* traite de l'excision. Alors, Cinébrousse m'a demandé de faire le doublage du bambara en mooré. Ce travail qu'on a accueilli avec joie n'a pas été facile. C'est le film d'un grand réalisateur qui a travaillé avec de grands techniciens européens et africains.

Comment doubler un film ?

Faire la transcription du film c'est prendre le temps de le visionner du début jusqu'à la fin pour bien identifier les personnages et les rôles. Il a fallu faire d'abord la transcription en français. Il a fallu trouver quelqu'un qui comprenne bien le bambara pour qu'on puisse avoir la courbe dramatique de l'histoire et comprendre le dialogue de tout un chacun avant de passer au doublage. Puis il a fallu trouver des comédiens qui maîtrisent le français et la langue nationale mooré. On leur a donné le texte à apprendre. Le mooré est un peu élastique comme le français. Si on traduit littéralement, ça n'a pas de sens. C'est là qu'il y a beaucoup de travail. Une fois que les comédiens connaissent leur texte, on rentre au studio. Le monteur prend le film, l'envoie dans sa machine pour essayer de dissocier la voix en bambara, les images, l'ambiance et la voix off des comédiens. Puis il commence à placer mot par mot, il faut que le début et la fin puissent coller pour que ceux qui vont voir la projection se disent « ce film a été tourné en mooré », pas facile de rentrer dans le timing. Tant que la voix n'est pas coordonnée aux mouvements des lèvres, il y a problème. Le technicien prend les voix qu'il commence à poser sur le texte, puis replace l'ambiance du film et réalise enfin le transfert final.

Ah ! C'est carrément un long métrage. 1h58mn ! Deux mois complets et 48 personnes ont été nécessaires pour doubler *Moolaadé* ! Sembène Ousmane doit être fier : l'objectif de ce film était de conscientiser la population et grâce à Cinébrousse un large public pourra en bénéficier.

« Voilà, je tenais à dire merci à Cinébrousse d'avoir fait confiance au théâtre de la « Parole ». Nous nous sommes donné corps et âme dans ce projet qui nous tenait à cœur. »

Propos recueillis par l'équipe Cinébrousse, le 16 février 2014 à Soaw lors de la soirée théâtre



2 561€
Budget 2013

7 500
Spectateurs

13
Villages

LE RÔLE DES JOURNALISTES GUINÉENS *dans le processus démocratique*



La deuxième formation des journalistes guinéens initiée et financée par Res Publica s'est tenue fin novembre 2013 à la Maison de la Presse de Conakry. Au menu de cette session et du journal école « Conakry Info 2 » : les interrogations des médias, de la société civile et de la population guinéenne en général quant à la prochaine installation de l'Assemblée nationale nouvellement élue.

Reporters solidaires, une association de journalistes français et africains engagés bénévolement dans l'aide à la professionnalisation de leurs confrères, mène en partenariat avec le Club de la presse de Guinée un programme de formation à destination d'une trentaine de journalistes de tous médias, presse écrite, audiovisuelle, en ligne, publique et privée.

En juin 2013, la première session portait sur la déontologie, la préparation et la couverture médiatique des élections législatives. Celles-ci se sont déroulées le 28 septembre après une série de manifestations violentes où certains journalistes ont été pris à partie.

La deuxième session a permis aux formateurs de retrouver le même groupe de stagiaires qui les a accueillis avec enthousiasme pour un atelier consacré cette fois aux genres journalistiques, à la rubrique politique et au rôle des journalistes dans le processus démocratique. **A cette occasion, le Dr Sékou Koureissy Condé, directeur exécutif d'African Crisis Group, a animé avec Pascal Sandouno, secrétaire de la commission constitutionnelle, et Jean Tamba Kagbadouno, directeur des services législatifs, une conférence sur le fonctionnement de l'Assemblée nationale et les relations entre journalistes et députés.**

Formateurs et stagiaires ont réalisé ensemble le deuxième numéro du journal expérimental « Conakry Info » sur les attentes des guinéens quant à cette nouvelle assemblée, finalement mise en place le 13 janvier 2014. En faisant jouer avec brio leur carnet d'adresses, les journalistes guinéens ainsi que leurs confrères français ont interrogé des représentants de la société civile, une députée, une chef d'entreprise, un sociologue, un directeur d'institut de sondages, le responsable d'une association d'insertion spécialisée dans le micro-crédit, des artistes engagés et des gens de la rue.

A l'issue de cette formation marathon, tous se sont retrouvés pour un concert improvisé dans la grande salle de la Maison de la Presse dans une ambiance prouvant que la confraternité n'est pas un vain mot.

*Christine Cognat
Reporters solidaires*

16 267€
Budget 2013

32
Bénéficiaires directs



UN FACTEUR DE MOBILISATION, *l'adduction d'eau*



L'association Res Publica finance depuis 2006 des projets d'adduction d'eau et d'assainissement dans des villages reculés du Nicaragua. Bien que ce pays d'Amérique Centrale possède d'abondantes ressources hydriques, la distribution en eau potable est très inégale surtout auprès des populations rurales les plus pauvres. Le manque d'installations adaptées rend particulièrement vulnérables les femmes et les enfants qui ont la charge de rechercher cet élément vital. **La collecte et le transport de l'eau induisent un effort considérable et des abandons fréquents de scolarité. Les maladies diarrhéiques provoquées par la consommation d'eau contaminée par les substances chimiques utilisées en agriculture, par les matières fécales animales et par d'autres sédiments, organiques ou non, restent la seconde cause de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans.**

Au fil des années, il est apparu clairement que les projets d'eau permettent de mobiliser des communautés entières avec l'objectif commun d'obtenir un réseau d'eau potable. Au travers des différents projets mis en place depuis plus de 25 ans, Agua Para La Vida (APLV) forme les utilisateurs à la protection et à la conservation de leurs sources afin de garantir la durabilité de l'approvisionnement du village. Dans les communautés de Yauli et San Matias, deux projets financés en 2013 par Res Publica, la coordination et l'union des habitants ont permis la réalisation d'un réseau d'eau gravitaire autogéré de façon responsable et économe.

APLV, les mairies locales et l'association Res Publica ont collaboré avec les villageois

pour construire un système d'eau potable composé d'une captation de source, d'un système de traitement de l'eau, de réservoirs de stockage jusqu'à la construction des réseaux de distribution et de connexion aux foyers équipés chacun d'un compteur d'eau. Toutes les familles bénéficiaires ont participé de façon égalitaire à la construction de ce système d'approvisionnement et à la construction de leurs latrines. La gestion du système est ensuite confiée à un comité de gestion élu par la communauté. Chaque mois, les consommations relevées sur les compteurs à domicile donnent lieu à une facturation des foyers et un technicien formé à cet effet effectue les réparations de maintenance.

Chacun se rappelle comme il était difficile avant ce projet, pour les femmes et les enfants, de transporter les bidons d'eau sur de longues distances, sans pour autant, que la quantité soit suffisante pour la consommation du foyer.

Grâce aux efforts des populations et des différentes organisations participantes, la réalité de l'eau est aujourd'hui transformée.

« C'est une joie indescriptible pour toutes les familles quand elles ouvrent pour la première fois leur robinet et que l'eau coule sans discontinuer... ».

Jancy Rayo
Agent de Santé - APLV Nicaragua



103 477€
Budget 2013

344
Bénéficiaires directs

INTERVENTION D'URGENCE AUX PHILIPPINES

Laëtitia COSTE

Le 8 novembre 2013, le typhon Hayian, d'une ampleur jamais enregistrée, dévaste une grande partie des Philippines. Pompiers Humanitaires Français décide d'envoyer une équipe d'urgence sur place pour se mettre au service des sapeurs-pompiers locaux.

Le premier départ se fait dès le 13 novembre. Une fois à Manille les cinq PHF (un médecin urgentiste, un infirmier et trois sapeurs-pompiers) se mettent en relation avec les services de la protection civile philippine, ce qui leur permet d'être dépêchés sur une zone dévastée où très peu d'organisations humanitaires sont arrivées : la ville de Tacloban.

En lien avec les autorités philippines, ils commencent à remettre en état le service pédiatrique d'un grand hôpital (Bethany Hospital) dont les toitures ont été soufflées et le rez-de-chaussée submergé. Ils pratiquent également des actes médicaux de première urgence et viennent en aide aux sapeurs-pompiers de la ville dans la recherche de victimes sous les décombres et le déblaiement de zones très impactées par le typhon.

La seconde équipe arrive le 22 novembre pour prendre le relais et continuer ce qui a été amorcé par la première en allant notamment dans des villages isolés pour soigner les populations.

Un film a été tourné lors de cette mission, vous pouvez le retrouver sur internet : <https://vimeo.com/87892511>

En novembre 2013, Res Publica et Cœur-Vert vont plus loin dans leur partenariat avec PHF puisqu'ils n'hésitent pas à faire un don substantiel pour cette mission aux Philippines, don qui a permis d'en boucler le budget.

Depuis de nombreuses années déjà, Res Publica et Cœur Vert soutiennent les actions de PHF et cela se concrétise notamment sur les uniformes des pompiers. En effet, les membres de PHF partant en mission ont sur la manche droite de leur polo les deux écussons de Res Publica et de Cœur-Vert qui financent intégralement ces tenues, ce qui permet aux adhérents d'avoir des vêtements de qualité adaptés aux conditions rencontrées sur le terrain.

PHF est une association qui vit grâce aux dons des particuliers et des partenaires ainsi que d'aides venant essentiellement de la région Rhône-Alpes, de la ville de

St-Etienne et du SDIS 42 pour ne citer que les principaux.

L'année 2013 restera, en tous points, très riche pour PHF puisqu'en plus de ces actions régulières, s'est tenu à St-Etienne en novembre un séminaire international de protection civile pendant lequel les adhérents étrangers et français ont pu bénéficier de formations adaptées à leurs besoins.

Mais surtout ce fut un temps d'échanges et de réflexions sur les pratiques de chacun en termes de protection civile au sens large (de l'organisation régionale de la protection civile aux formations purement pompiers) et cela a pu faire évoluer le regard de chacun. PHF a également réaffirmé sa place auprès de ses partenaires en Afrique de l'Ouest, à Madagascar et en Europe.

Res Publica et Cœur-Vert nous ont d'ailleurs accompagnés dans ce projet en permettant de délocaliser une journée au centre de formation du club ligérien de l'ASSE où nos participants ont pu échanger avec les joueurs et les dirigeants du club.

Créée en 2005 dans le département de la Loire par un groupe de Sapeurs-Pompiers Professionnels et Volontaires de la Loire, PHF est une organisation de solidarité internationale spécialisée dans le soutien aux systèmes de protection civile. **PHF a su s'entourer d'une multitude de profils différents et c'est ce qui lui permet de proposer des programmes de développement durable complets, dépassant la seule compétence pompier.**

Depuis 2005, PHF c'est une centaine d'adhérents, une salariée, coordinatrice de programmes mais surtout, plus de 40 missions dans le monde entier (dont près de la moitié en missions d'urgence).

Deux programmes permanents sont établis sur Madagascar et le Mali où les actions sont diverses : évaluation des risques et des besoins locaux, recrutement de sapeurs-pompiers, formation, construction de casernes, dotation en matériel et habillement...

Laëtitia COSTE

Coordinatrice Pompiers Humanitaires Français

183 062€
Budget 2013

16
Associations soutenues



ET ALORS ! *Philippe VILLEVAL*



Une personne sur six souffrirait de maladie psychique dans notre pays. 1 % de la population serait en situation de handicap en raison de ces maladies qui les affectent et qui se traduisent souvent par une souffrance importante et une difficulté d'être en lien avec l'autre. C'est dire qu'il ne s'agit pas là que d'un problème sanitaire mais bien d'une question sociétale.

Les personnes qu'accueillent en Rhône-Alpes les associations membres du regroupement « Les couleurs de l'accompagnement » peuvent régulièrement témoigner de leur sentiment d'être stigmatisées par le regard de leurs concitoyens et des institutions de leur territoire. Parce qu'une situation de handicap est la conjonction de facteurs personnels et de facteurs environnementaux, nous avons à intervenir sur ces deux niveaux. **Accueillir et accompagner les personnes concernées est essentiel pour les aider à rompre leur isolement et soutenir leur autonomie. C'est l'objectif premier des associations de ce collectif.** Cela n'est toutefois pas suffisant s'il n'y a pas par ailleurs d'actions de communication pour offrir une autre image des personnes souffrant de maladies psychiques et favoriser ainsi leur inclusion, avec leurs ressources et leurs difficultés au sein de la cité.

La maladie psychique continue à faire peur, de même que ceux qui en souffrent. C'est ce constat et la demande de personnes directement concernées qui motivent le projet « ET ALORS » qui ambitionne de sensibiliser le grand public au handicap psychique.

Comme l'indique René Baptiste, Président de GRIM¹, « par cette action de communication, nous voulons faire passer plusieurs messages :

- Le handicap psychique, ça existe ;
- Nombre de nos concitoyens en souffre ;
- Que faisons-nous pour les aider ?
- Pas suffisamment, c'est sûr ! »

A ce jour, près de 200 affiches ont été placardées dans les rues d'une dizaine de villes en Rhône-Alpes. Cette campagne va se poursuivre ces prochains mois dans de nouvelles villes ainsi que dans le réseau de bus et de tramway des TCL. Par ailleurs, des informations sont d'ores et déjà disponibles en ligne sur le site internet www.lescouleursdelaccompagnement.org. Cette campagne, soutenue par Res Publica, la Fondation de France et la Fondation Vincent Verry, est également relayée par des médias locaux. La prochaine édition pourrait prendre de l'ampleur pour atteindre une dimension nationale.

*Philippe VILLEVAL - Président FIRMAMENT
Coordinateur du Projet « Et alors »*

¹ www.grim69.org

² Créée le 13 juin 2012, cette Fondation repose sur la conviction, prônée par Vincent VERRY que les personnes handicapées psychiques peuvent travailler ou retravailler pour peu qu'elles bénéficient d'une aide, le plus souvent humaine.

UN « LABORATOIRE DE L'INNOVATION » POUR L'APF*

Créée en 1933, l'Association des Paralysés de France est un mouvement national de défense et de représentation des personnes avec un handicap moteur et de leur famille qui rassemble 28 000 adhérents. Avec ses 97 délégations départementales, elle est présente dans toute la France métropolitaine et est reconnue d'utilité publique depuis 1945. **L'APF milite activement pour permettre aux personnes en situation de handicap d'accéder à une égalité de droits et d'exercice de leur citoyenneté.**

L'APF gère également des établissements médicaux-sociaux ainsi que des entreprises adaptées. 30 000 personnes en situation de handicap bénéficient de ces services et de ces lieux d'accueil qui les accompagnent dans le choix de leur mode de vie : scolarité, formation professionnelle, emploi, vie à domicile ou en structure collective, accès aux loisirs et à la culture,...

L'innovation au cœur des délégations départementales

Les délégations départementales ont historiquement été à l'origine de nombreuses initiatives en matière d'action médico-sociale en apportant des réponses à des besoins de proximité trop souvent négligés par la société.

Dans les champs d'interventions de notre association, les besoins des personnes en situation de handicap évoluent au rythme des transformations de la société. L'innovation bouscule les frontières, remet en cause les métiers et les pratiques. Elle est un facteur de développement et une condition essentielle à l'inclusion des personnes handicapées au sein de nos sociétés par la création de valeurs.

Le « Laboratoire de l'Innovation » avec un budget global de 50 000 €, a pour objectif de dynamiser et de valoriser le secteur militant de l'APF dans son rôle de promoteur de nouvelles réponses et d'expérimentations de l'intervention sociale.

Les délégations élaborent des projets économiquement réalistes, duplicables et innovants. Le « Laboratoire » leur apporte un soutien financier au démarrage et les accompagne dans leur recherche de financements.



Voici quelques exemples de projets soutenus par cette 2ème édition du « Laboratoire de l'Innovation » :

- La mise en place d'un **réseau d'échanges en Visio Conférence** sur les 25 départements du sud-est de la France ;
- La professionnalisation d'un **parc matériel médical** pour recycler, réparer, louer et acheter du matériel adapté ;

Res Publica s'est impliquée dans la coordination et le financement de cet appel à projets à hauteur de 25 000 €. Cette participation devrait servir de levier pour obtenir d'autres financements pour les projets retenus.

Ce nouveau partenariat nous a ouvert d'autres horizons pour la recherche de fonds privés et l'expérimentation d'une vision plus pragmatique de l'action sociale et de la participation citoyenne des personnes en situation de handicap.

Bonne chance et longue vie à ce « Laboratoire de l'innovation ».

**Association des Paralysés de France*

*Jean-Luc MORTET
Responsable Régional APF du développement associatif*

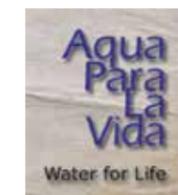
RÉPARTITIONS BUDGÉTAIRES

	2011	2012	2013	%
Projets Burkina Faso	1 571 543	1 718 245	2 098 236	75 %
Education	982 363	1 193 829	1 556 210	55 %
Agriculture	195 685	62 857	156 262	6 %
Santé	124 513	78 337	81 236	3 %
Appui aux partenaires	268 982	383 222	304 529	11 %
Actions de Consolidation de Gouvernance et Paix	36 600	51 167	115 882	4 %
Projets autres Pays	105 122	116 156	132 975	5 %
Nicaragua	54 571	105 635	103 477	
Guinée Conakry	-	-	16 267	
Biélorus	6 777	7 771	5 270	
Liban	2 700	2 750	2 700	
Sénégal	3 803	-	5 261	
Mali	671	-	-	
Activités France (Siège)	485 312	458 195	456 245	16 %
Projets France	266 936	137 953	183 062	7 %
Frais de Fonctionnement	189 940	245 203	204 767	7 %
Dotations aux Amortissements	28 436	75 039	68 416	2 %
TOTAL	2 161 977 €	2 343 763 €	2 803 338 €	



NOS PARTENAIRES

REPORTERS SOLIDAIRES





www.respublica.asso.fr



RES PUBLICA

Association loi 1901 - Déclaration n° 0691040534 - Préfecture du Rhône
Immeuble Britannia, 10ème étage tour C - 20 Bd Eugène Deruelle
69432 LYON Cedex 03 (FRANCE)
Tél : + 33.(0)4.37.28.62.13
Fax : + 33.(0)4.37.65.02.87
info@respublica.asso.fr



RES PUBLICA ONG

Arrêté n° 2001 - 64/MATD/SG/DGAT/DLPAP du 03 juillet 2001
11 BP 788 - CMS OUAGADOUGOU (BURKINA FASO)
Tél : + 226.50.38.03.37
Fax : + 226.50.38.03.23
respublica@fasonet.bf